

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCE VOID VAUCOULEURS
ASSEMBLEE GENERALE du 2 Mai 2018

Objet : Composition et renouvellement du CHSCT – Elections professionnelles 2018

L'an deux mille dix-huit, le deux mai, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commerce Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-trois avril 2018, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs.

Etaient présents :

Boncourt sur Meuse : MIDENET Eric, **Bovée sur Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey aux Chanoines** : TRAMBLOY Jean Marie; **Burey en Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey la Côte** : LANGARD Jean Michel ; **Chalaines** : SANCHEZ Christine *suppléante de HOCQUART Patrick* ; **ChonvilleMalaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : DABIT Annette, GUCKERT Olivier, LE BONNIEC Alain, LEFEVRE Jérôme, LEMOINE Olivier; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Euville** : FERIOLI Alain, HERY Joel ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel; **Grimaucourt près Sampigny** : COLLIGNON Daniel *suppléant de FILLION Jean-Charles* ; **Laneuville au Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : VIZOT Alain ; **Marson sur Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey sur Vaise** : DINTRICH Jean-Luc; **Mélny le Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny le Petit** :BOUCHOT Christian ; **Ménil la Horgne** : CONNESSON Jean-Claude ; **Neuville les Vaucouleurs** : JACOB Bernard *suppléant de TIRLICIENAlain* ;**Ourches sur Meuse** : GUILLAUME François ;**Pagny la Blanche Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny sur Meuse** : PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny la Salle** : ASSADOURIAN Marc ; **Rigny Saint Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint Aubin sur Aire** : FALLON Luc ; **Saulvaux** : LEROUX Patrice ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sepvigny** : LIEGAUT René ; **Sorcy Saint Martin** : DELOGE Robert, **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Vaucouleurs** : FAVE Francis, DINE Régis, GIANNINI Cédric, ; **Vignot** :BUCQUOY Régine, THOMAS Guylaine; **Villeroy sur Méholles** : LAURENT Eddy ;**VoidVacon** : GAUCHER Alain, BOKSEBELD Virginie ;**Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Suppléant présent sans pouvoir de vote

ChonvilleMalaumont : BENICHOUX Roselyne ; **Laneuville au Rupt** : LUX Michel ; **Willeroncourt** : CALVO Michel

Absents

Broussey en Blois : BELMONT Stéphanie ; **Chalaines** : HOCQUART Patrick ; **Champougny** : VINCENT Eric ; **Commercy** BARREY Patrick, BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, CAHU Gérald, CARE Florent,; MAROTEL Jacques, PAILLARDIN Delphine, RICHARD Suzel, THIRIOT Elise, VAUTRIN Jean-Philippe; **Epiez-Sur-Meuse** : HENRION Mauricette ; **Erneville-Aux-Bois** : DRUPT Hubert ; **Euville** : GEROME-LOUE Léa, HIRSCH Philippe ; **Grimaucourt-Pres-Sampigny** : FILLION Jean Charles ; **Lérrouville** : PORTEU Brigitte, BRUNO Patricia ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Montbras** : THOMAS Claude ; **Montigny les Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives en Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Claude ; **Neuville-Les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pont sur Meuse** :GRUYER Reynald ; **Saint-Germain-Sur-Meuse** : ANDRE Patrick ;**Sauvoy** : THIRIET Philippe ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny sur Meuse** : FIGEL Régis; **Vadonville** : BON Bénédicte ; **Vaucouleurs** : GEOFFROY Alain ; **Vignot** : CHAFF Daniel ; **VoidVacon** : LHERITIER Jean Paul, ROCHON Sylvie

Pouvoirs ont été donnés à :

LEFEVRE Jérôme de VAUTRIN Jean Philippe, Annette DABIT de THIRIOT Elise, LEMOINE Olivier de BOUROTTE Liliane ; VIZOT Alain de PORTEU Brigitte ; HERY Joël de GEROME LOUE Léa ; Alain FERIOLI de HIRSCH Philippe ; LAFROGNE Nicolas de ORBION Claude ; DINTRICH Jean Luc de ANDRE Patrick ; GAUCHER Alain de ROCHON Sylvie

Secrétaire de séance : PETITJEAN Joël

Nombre de membres en exercice : 83
Nombre de membres présents : 49
Nombre de suffrages exprimés : 58
VOTES : Pour : 58 - Contre : 0 - Abstention : 0

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

055-200066157-20180502-69-2018-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/05/2018

Publication : 14/05/2018

Objet : Composition et renouvellement du CHSCT – Elections professionnelles 2018

02/05/2018 Délibération n° 69-2018

Les prochaines élections professionnelles dans la fonction publique se tiendront à la fin de l'année 2018 : la date du scrutin est fixée au 6 décembre 2018.

Les agents seront appelés à désigner leurs représentants dans les instances de concertation de la fonction publique que sont :

- la Commission Administrative paritaire (CAP) ;
- la Commission Consultative Paritaire (CCP) ;
- le Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) ;
- le Comité Technique.

Le conseil communautaire doit décider par délibération :

- du nombre de représentants titulaires du personnel appelés à siéger au sein des différentes instances après consultation des organisations syndicales. Il est proposé 5 titulaires et 5 suppléants comme précédemment
- du maintien du paritarisme dans la désignation des représentants des collèges du personnel et de l'employeur
- du recueil de l'avis des représentants de la Collectivité Territoriale pour établir l'avis du CHSCT

L'appréciation de la représentativité des organisations syndicales aptes à désigner des représentants au CHSCT s'effectue proportionnellement au nombre de voix obtenues lors de l'élection des représentants du personnel au CT

Après exposé du Président et après en avoir délibéré,

le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et notamment son article 33-1,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Considérant que le CHSCT a pour mission :

- de contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents dans leur travail et à l'amélioration des conditions de travail,
- de veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières,

Considérant que le comité est réuni par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou ayant pu entraîner des conséquences graves,

Considérant que le comité comprend des représentants de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par l'autorité territoriale auprès de laquelle il est placé, et des représentants désignés par les organisations syndicales,

Considérant que l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants des organisations syndicales et,

d'autre part, si une délibération le prévoit, l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement,

Considérant qu'un CHSCT doit être créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents,

Considérant que la Communauté de Communes de Commercy-Void-Vaucouleurs atteint au 1^{er} janvier 2018, plus de 50 agents et moins de 200 agents ;

- décide de maintenir à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel,
- décide de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel, soit 5 titulaires,
- décide de maintenir le recueil, par le comité, de l'avis des représentants de la collectivité,
- précise que les membres suppléants seront en nombre égal à celui des membres titulaires,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Président pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 23 avril 2018

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.